



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

Délibération n° 2017/224 DC

Un extrait de la présente délibération a été affiché au siège de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

Le 6 octobre 2017

Effectif statutaire :	93
Membres en exercice :	93
Quorum :	47
Présents :	77
Excusés :	16
- dont suppléés :	5
- dont représentés :	11
Absents :	4
Nombre de votants :	88

Secrétaires de séance :

Monsieur Grégory PIERRE, conseiller de la commune de VILLEBERNIER

Monsieur Eric MOUSSERION conseiller de la commune d'ANTOIGNE

Le jeudi vingt huit septembre deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt deux septembre deux mille dix sept

Tableau d'ordre après installation et élection :

Président : MARCHAND Jean-Michel

Vice-présidents :

DEVAUX Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARRAULT Jérôme, FROGER Armel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUAULT Christian, MICHAUD Anatole, MOUSSERION Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

Conseillers :

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEYEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELAUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGER Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoit, PASSEDROIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeannick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHOUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danièle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILEAU Dominique, L'HERROUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGUENOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack; GUILLON Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHEMANNE Jean-Luc, CHARRON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOUR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGERSAU Nicolas, CONDEMINE Patrick, TALLUAU Gilles, LEGRAND Didier, SUPIOT Jean-Marcel, TARDIVEL Jacqueline, CHEVALIER Yvan, PIERRE Grégory, BERTRAND Béatrice, BAUDOUIN Noël

Suppléants :

CHEYNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRY Sonia, MAINDRON Manuella, CATIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, CANTIN Stéphane, DELAUNAY Willy, CHEVROLIER Didier, BOURIGAULT Pierre, PONTOIRE Dominique, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIERE Marinette, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeannine, POTIER Françoise MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane, Jean-Marc CHEVALLIER

Etat des présents : Le Président, 15 vice-présidents, 61 conseillers = 77 membres présents

Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEYEUX ; Bruno PROD'HOMME a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND ; Véronique HENRY a donné pouvoir à Marcus NERON ; Astrid LELIEVRE a donné pouvoir à Béatrice GUILLON ; Caroline RABAULT a donné pouvoir à Sophie ANGUENOT ; Emmanuel BRAULT a donné pouvoir à Jacky BOUCHENOIRE ; Magalie CHARRON a donné pouvoir à Jack LOYEAU, Noël NERON a donné pouvoir à Sylvie TAUGOURDEAU; Lydia L'HERROUX a donné pouvoir à Eric TOURON ; Fabrice DUFOUR a donné pouvoir à Françoise DAMAS ; Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN

Dominique SIBILEAU a donné pouvoir à Dominique PONTOIRE (suppléant) ; Jean-Marcel SUPIOT a donné pouvoir à Françoise POTIER (suppléante) ; Alain BOISSONNOT a donné pouvoir à Manuel MARQUES (suppléant) ; Gabriel TAILLEE a donné pouvoir à Michel JAUDOUIN (suppléant) ; Marie-France LE NEILLON a donné pouvoir à André SAUSSEREAU (suppléant),

Absents : Hervé VILBOUX, Florian STEPHAN, Bernard BOUTIN, Marie-Luce DURAND, Marc BONNIN

FISCALITE - TASCOM – DETERMINATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR POUR 2018

La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM), qui est due quelle que soit la forme juridique de l'entreprise exploitante, s'applique aux établissements ouverts depuis le 1^{er} janvier 1960 dont la **surface de vente des magasins de commerce de détail dépasse 400 m² et dont le chiffre d'affaires annuel (CA) est au moins égal à 460 000 €.**

Toutefois, le seuil de superficie de 400 m² ne s'applique pas aux établissements contrôlés directement ou indirectement par une même personne et exploités sous une même enseigne commerciale lorsque la surface de vente cumulée de l'ensemble de ces établissements excède 4 000 m².

Le seuil de 4 000 m² est apprécié le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle la taxe est due, au regard de la somme des surfaces des établissements qui sont contrôlés directement ou indirectement par une même personne (tête de réseau) et sont exploités sous une même enseigne dans le cadre d'une même activité.

Pour l'appréciation du seuil de 4 000 m², tous les établissements de vente sont pris en compte à hauteur de leur surface de vente au détail, quels que soient leur date d'ouverture ou leur chiffre d'affaires.

Le montant de la taxe dépend du CA hors taxes réalisé par l'établissement au cours de l'année civile précédente.

Depuis le 1^{er} janvier 2011, le produit de la TASCOT est affecté aux collectivités locales sur le territoire desquelles sont situés les établissements imposables. Pour l'année 2016, le produit perçu était de :

- 1 022 543,00 € pour la Communauté d'Agglomération Saumur Loire développement,
- 132 528,00 € pour la Communauté de Communes Loire-Longué,
- 30 858,00 € pour la Communauté de Communes de Gennes,
- 197 060,00 € pour la Communauté de Communes de la Région de Doué-la-Fontaine.

Les collectivités ont la possibilité d'appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,8 et 1,2. Ce coefficient peut varier de 0,05 chaque année.

Il est précisé que, la première année suivant une fusion (2017), les délibérations prises avant le 1^{er} octobre 2016 par chaque EPCI s'appliqueront uniquement aux entreprises de leur territoire.

En 2017, les coefficients suivants sont appliqués (coefficients préalablement définis dans chaque territoire avant fusion).

EPCI	Coef.
CA Saumur Loire Développement	1,15
CC Loire-Longué	1,2
CC du Gennois	1,00
CC de la région de Doué-la-Fontaine	1,05

Ce n'est qu'à compter de 2018 (vote du coefficient avant le 01/10/2017) que le nouvel EPCI peut, s'il le souhaite, délibérer sur un coefficient multiplicateur de TASCOT commun au territoire élargi.

À défaut de délibération prise par le nouvel EPCI avant le 1^{er} octobre 2017, le coefficient multiplicateur le plus faible s'appliquera en 2018 à l'ensemble du territoire.

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 7 septembre 2017 ;

le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- de fixer le coefficient multiplicateur à 1,15 afin de garantir le produit consolidé des 4 territoires.

La délibération est adoptée, on note une opposition Monsieur Frédéric MORTIER.

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saurmur Val de Loire

Date de réception en sous-préfecture



Jean-Michel MARCHAND

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2017

Matière de l'acte	7- Finances Locales	7.2 - fiscalité
-------------------	---------------------	-----------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »